

## Création d'un crédit d'impôt pour l'achat d'aliments locaux

### DEMANDE

La relève demande aux gouvernements de mettre en place un crédit d'impôt pour les consommateurs, les entreprises, les institutions et les services publics qui s'approvisionnent en aliments locaux directement auprès des producteurs agricoles.

#### COÛT ESTIMÉ

Un crédit de 2 \$ offert pour chaque 10 \$ dépensé par un consommateur directement chez le producteur

#### PALIER RESPONSABLE

Provincial et fédéral

### ENJEUX

L'augmentation de l'achat d'aliments locaux est un enjeu central pour l'agriculture au Québec.

En effet, la pandémie de Covid-19 a rapidement exposé la fragilité du système alimentaire et renforcé la volonté des gouvernements à mettre en place des politiques d'achat local ambitieuses. Les achats locaux représentent un potentiel encore plus intéressant pour les producteurs s'ils sont commercialisés en mise en marché de proximité et en circuits courts et qu'ils ont le soutien financier nécessaire.

Aujourd'hui, avec les menaces économiques lancées par le président Donald Trump, les consommateurs québécois ont démontré que la consommation de produits locaux leur tenait à cœur avec environ 30% des consommateurs qui sont prêts à changer d'épicerie pour avoir un meilleur affichage au niveau de la provenance.



## Création d'un crédit d'impôt pour l'achat d'aliments locaux

### ENJEUX [SUITE]

La commercialisation par circuits courts comporte de multiples avantages qui vont de la valorisation de la profession d'agriculteur à une meilleure connaissance des modes de production et du modèle agricole québécois par les consommateurs. C'est pour ces raisons que de valoriser l'achat direct ou avec peu d'intermédiaires par des consommateurs est un facteur important dans la réflexion à avoir sur la consommation de produits locaux et la souveraineté alimentaire.

En plus de ces avantages, les retombées économiques potentielles de la mise en marché de proximité sont très importantes. À titre d'exemple, si chaque ménage québécois remplaçait seulement 12\$ d'aliments d'ailleurs par des aliments d'ici dans son panier d'épicerie, la demande aux entreprises d'ici serait accrue de 1 milliard de dollars.

### RÉSUMÉ DE LA DEMANDE

#### Crédit d'impôt

La relève demande la mise en place d'un crédit d'impôt pour l'achat d'aliments directement chez le producteur. Nous demandons une compensation financière qui inciterait à prioriser ces aliments par rapport à d'autres. Cet incitatif est, pour la relève, le meilleur moyen d'accéder à cette valorisation des aliments et des producteurs d'ici. En fonction des achats, un crédit d'impôt serait applicable aux catégories visées, les particuliers et les entreprises, institutions et services publics pour un minimum d'achats par transaction ainsi qu'un maximum d'achats annuels.

Comme d'autres formes de crédit d'impôt, le consommateur pourrait avoir la possibilité de joindre son abonnement aux paniers estivaux ou des factures d'aliments achetés chez un producteur lors de sa déclaration d'impôts.

#### Aliments du Québec

La relève encourage l'utilisation des marques Aliments du Québec pour concrétiser sa demande.